



Annexe : fiche d'information fiscale

La fiscalité lors du rachat d'un contrat vie individuelle (résumé)

Contrats avec réduction d'impôt (Epargne long terme – Epargne-logement – Epargne pension)

- **À partir de 60 ans – ou après 10 ans si le contrat a été souscrit à partir de 55 ans ou endéans les cinq ans précédant le terme de tels contrats.**
A l'âge de 60 ans, ou après une durée de 10 ans, si le contrat a été souscrit après l'âge de 55 ans, une taxe est due, égale à
 - 16,50% sur la partie constituée par les primes payées avant le 01/01/1993
 - 10% sur la partie constituée par les primes payées à partir du 01/01/1993Au cas où cette taxe libératoire est déjà prélevée, il n'y a plus de taxation en cas d'un éventuel rachat ou paiement.
Si le contrat a été souscrit à partir de 55 ans et racheté endéans les 5 ans précédant le terme du contrat, la taxation mentionnée ci-dessus, est d'application.
- **Rachat anticipé**
Si le preneur d'assurance rachète le contrat avant la date indiquée ci-dessus, la valeur de rachat est taxée
 - au tarif marginal sur la partie constituée par les primes payées avant le 01/01/1992
 - au tarif marginal avec un maximum de 33% sur la partie constituée par les primes payées à partir du 01/01/1992.
- **Contrat lié à un emprunt hypothécaire**
Lors d'un rachat à partir de 60 ans, le capital est taxé sur base d'une rente fictive. Cette rente doit être déclarée aux impôts sur le revenu des personnes physiques pendant 13 ans (ou 10 ans si le rachat est fait à partir de l'âge de 65 ans) et est égale à un pourcentage du capital contractuel payé. Le pourcentage est 3,5 % à 60 ans et augmente jusque 5 % à 65 ans. Ces règles ne sont pas d'application sur des contrats épargne pension.
En cas d'un rachat antérieur, les règles mentionnées ci-dessus sont d'application.

Contrats sans réduction d'impôt (conclus par une personne physique)

- **Sans précompte mobilier :**
 - lors du rachat d'un contrat en vigueur depuis plus de 8 ans
 - lors du rachat d'un contrat pendant les 8 premières années, pour autant qu'une couverture décès additionnelle soit souscrite, qui est au moins égale à 130 % des primes payées et pour autant que le preneur d'assurance soit aussi l'assuré et le bénéficiaire en cas de vie.
- **Avec précompte mobilier :**
Dans tous les autres cas, il y a un précompte mobilier de 15 % sur le rendement accordé qui est supposé d'être au moins égal à 4,75 % du total des primes brutes payées.

REMARQUE: Cette note n'est qu'un résumé et ne donne qu'un bref aperçu incomplet des stipulations légales qui ont évidemment la priorité. Par conséquent aucun droit ne peut être dérivé de cette note.